

Discours de Mme Bettina Müller, députée au Bundestag (parlement allemand), à l'occasion de la rencontre de citoyens européens à Freigericht le 7 juin 2014

Notre euro à nous tous

Lors d'une conférence de presse le 21 novembre 2011, on pouvait lire: " L'Allemagne, la France et l'Italie veulent protéger l'euro et surmonter la crise de confiance. Le résultat de la rencontre entre Angela Merkel, Nicolas Sarkozy et Mario Monti à Strasbourg est que les trois pays souhaitent un euro fort et stable." Partout on pouvait entendre de tels propos au plus fort de la crise européenne.

On m'a demandé de parler de notre euro, ce que je fais avec plaisir. Mais d'abord je voudrais saluer cordialement nos invités de St. Quentin-Fallavier en France de Gallicano nel Lazio en Italie. Soyez les bienvenus dans le canton Main-Kinzig. Pour vous permettre d'évaluer ma contribution, je souhaite me présenter rapidement: je fais de la politique communale depuis 1997; lors des élections législatives en automne dernier, j'ai été élue députée au Bundestag, le parlement allemand à Berlin. Mon travail principal porte sur la politique de santé. Au sein d'un groupe de députés franco-allemand, je m'emploie pour entretenir de bonnes relations avec nos voisins. Mon regard sur l'Europe et sur notre monnaie commune est donc celui d'une femme politique et non pas celui d'une experte européenne ou financière. C'est pourquoi je cerne l'euro et l'Union européenne toujours avec le regard d'une démocrate engagée.

Mais revenons quelques années en arrière: lorsqu'on voyageait en Europe, on avait beaucoup de choses à raconter – et pas seulement des choses exaltantes. Il y avait le change de francs en liras, de liras en deutschmarks, selon l'itinéraire choisi, il y avait d'agaçantes formalités aux frontières etc. La barrière de la langue était le moindre obstacle quand on voulait travailler ou se former à l'étranger, quand on voulait fonder une entreprise au delà de la frontière, quand on voulait vendre une marchandise qui devait répondre à des standards de sécurité et de qualité différents, ou encore quand on voulait proposer un service des deux côtés de la frontière.

Pour l'Union européenne, ceci appartient au passé. A mon sens, personne ne peut raisonnablement souhaiter revenir en arrière – même si voyager en Union européenne recèle moins d'aventures de nos jours, je l'avoue. Mais la vie quotidienne est devenue plus simple. Les personnes ici présentes auront sans doute suivi de très près cette évolution et pourront citer des exemples de choses devenues plus faciles ou avantageuses. Je pense par exemple aux tarifs pour les coups de téléphone en Europe depuis un téléphone portable. La commission européenne a fait baisser ces tarifs fortement, et le Parlement européen souhaite les supprimer complètement en 2016. Précisément, l'organisation de rencontres de citoyens, de jeunes au delà des frontières est devenue moins laborieuse de nos jours.

Lors de la préparation de mon intervention d'aujourd'hui, je me suis demandé comment c'était quand on a introduit l'euro en Allemagne pour le changement de millénaire. Les débuts de l'euro furent difficiles. Aussi parce que, dès 1999 et contrairement à d'autres pays, les Allemands ont estimé superflu le double étiquetage en deutschmarks et en euros, ce qui a conduit les Allemands à ressentir l'euro comme un "teuro" (c'est-à-dire que la nouvelle monnaie était chère; "teuer" en allemand veut dire cher). Nous avons mis du temps à comprendre à quel point l'euro est une bénédiction pour nous. Lors de l'introduction de la monnaie commune il s'agissait et il s'agit de bien plus que d'argent et d'économie. La liberté de voyager et de travailler, la possibilité de vivre et d'étudier dans un autre pays, tout cela est courant en Europe. En 2014, des millions d'Allemands en profitent avec plaisir.

L'Europe vit des temps de crise. Mais une crise est aussi un moment de vérité. Quand la terre commence à trembler sous leurs pieds, les hommes, mais aussi les communautés politiques apprennent à mieux se connaître. Les faiblesses apparaissent, mais on se rend compte aussi de ses vrais points forts.

En peu de temps, les Etats européens ont vécu deux moments critiques: d'abord la crise de l'euro a mis à l'épreuve la volonté des chefs des gouvernements et de leurs pays de sauver la monnaie européenne commune. Actuellement, ils sont en train de chercher une réponse européenne commune au conflit géopolitique en Ukraine. Dans les deux cas, des défauts de construction de l'UE se font jour, mais on observe aussi une clarification importante, à savoir le retour de la politique en Europe.

Aussi bien dans la crise de l'euro que dans le combat pour l'Ukraine, il s'agit en réalité de la question si les pays européens sont capables d'avoir une position commune et de faire des sacrifices. Sommes-nous prêts à aider d'autres pour protéger la stabilité de notre monnaie et notre union ? Sommes-nous prêts à montrer clairement à la Russie de quelles valeurs l'Europe se prévaut, même si nous devons subir quelques pertes ?

Le résultat des dernières années est la prise de conscience de notre interdépendance. Depuis 2010, nous les citoyens et citoyennes savons vraiment e que cela signifie de partager une monnaie. Nous savons maintenant que des dettes italiennes, des bulles immobilières irlandaises, ou des banques chypriotes ont une influence directe sur l'emploi, les retraites et les économies en Allemagne, au Portugal et en Estonie – ou vice versa. Nos pays sont liés étroitement sur le plan économique, mais aussi politique.

L'importance de l'Europe se reflète aussi dans le contrat de coalition du gouvernement allemand que mon parti, le SPD a signé avec le CDU en automne dernier. L'Europe est le fil rouge présent dans presque tous les chapitres des accords de coalition. Qu'il s'agisse du droit de concurrence, de la simplification de la bureaucratie, des transports, de la protection du climat et des consommateurs, partout on retrouve l'affirmation de l'importance de la politique européenne. Ce qui veut dire que la politique européenne est la politique intérieure.

Inversement, l'Union européenne exerce une très forte influence sur notre vie en Hesse. Environ 90 % de toutes les lois applicables en Hesse sont influencées par le droit européen: de la protection de l'environnement, en passant par la qualité de l'eau potable jusqu'à la protection des consommateurs. Je pense ici au renforcement des droits des passagers: ils obtiennent une indemnité plus forte en cas de retard important de leur vol. Nous saluons tous cette mesure ! Les décisions économiques de l'UE sont de grande importance particulièrement pour Francfort, place financière et pour l'aéroport. Ce dernier est le facteur économique le plus important dans toute la Hesse. Ici le gouvernement régional s'est battu avec succès pour que les mesures de protection contre le bruit soient décidées par les aéroports nationaux, comme dans le passé, et non pas réglementées depuis Bruxelles.

Malgré tout: les Etats nationaux tels que nous les connaissons atteignent aujourd'hui de plus en plus les limites de leur capacité d'agir. Ils ne disparaîtront pas, comme certains populistes veulent nous faire croire. Pourquoi disparaîtraient-ils ? L'identité nationale est importante pour beaucoup de gens. Nous devons prendre au sérieux les soucis de beaucoup de gens craignant que l'Europe va les priver de leur identité nationale. La diversité de nos langues, notre culture extrêmement riche, l'héritage hellénistique et romain, la Renaissance et la Réformation, le siècle des Lumières et l'époque moderne sont notre héritage qui nécessite d'être protégé, et forment une richesse culturelle devant absolument être conservée dans ses diversités nationales.

Mais: mêmes les grands Etats européens comme la France, l'Italie ou l'Allemagne ne pourront pas réussir seuls les grands défis du 21ème siècle. Seule dans une action européenne commune, nous pourrions réussir la protection de la monnaie commune, la régulation des marchés financiers, la protection du climat. Dans ces domaines-clés, nous avons besoin d'une Europe forte. Dans d'autres domaines en revanche – comme les cruches d'huile sur les tables de restaurant - l'Europe ferait mieux d'être discrète. Dans son discours sur l'état de l'Union en septembre 2013, le Président de la commission européenne, M. Barroso a formulé avec pertinence: „The EU needs to be big on big things and smaller on smaller things. “ (L'Europe doit être grande dans les grandes affaires et plus petite dans les affaires plus petites).

Examinons un "big thing": l'approfondissement de l'union économique et monétaire. Nous en avons besoin pour rendre l'Europe durablement résistent aux crises. Pour ne pas mettre en danger sa stabilité intérieure, nous devons absolument tenir compte de la dimension sociale de l'Europe!

Sans aucun doute devons-nous poursuivre la voie des réformes structurelles et de la consolidation de l'Europe. Les nouvelles des premiers succès dans les pays secoués par la crise nous encouragent et nous prouvent que nous sommes sur le bon chemin.

Les citoyennes et citoyens européens aussi font preuve d'un optimisme croissant: le pire est passé. A la mi-mai, l'hebdomadaire "Der Spiegel" a publié les résultats d'une enquête récente menée par le "PEW Research Center", qui montrent que les Européens voient l'UE de manière plus positive qu'il y a un an ou deux. 70% soutiennent l'euro en Allemagne – ce qui ne surprend pas au regard de la prospérité économique – mais aussi en Grèce et en Espagne. En France, 64 % soutiennent l'euro. Seulement en Italie, 44% des personnes interrogées flirtent avec l'idée d'un retour à la lire. D'ailleurs je suis curieuse de connaître l'avis de nos invités italiens à ce sujet.

Même si l'ambiance s'améliore en général, nous savons tous que le chemin sera long et semé d'embûches et qu'il demandera de gros efforts et des sacrifices aux Grecs, aux Portugais ou aux Espagnols. Notre réponse doit être plus que le simple appel à des mesures drastiques d'économie et à la libéralisation des marchés. C'est pourquoi dans les mois et années à venir, nous devons davantage encore encourager la croissance et l'emploi et consolider les fondements sociaux de l'Europe.

A mon avis, le problème le plus urgent est le chômage énorme des jeunes dans beaucoup d'Etats membres de l'UE. En Grèce ou en Espagne, plus de 60% des jeunes sont sans travail et sans perspectives pour leur avenir. Nous ne pouvons pas nous permettre de perdre toute une génération de jeunes Européens qui sont pour la plupart bien formés et hautement qualifiés. Ici précisément, la crise économique et financière a mené à une lourde crise de confiance. Des jeunes et des chômeurs considèrent que l'Europe est partie du problème – de leur problème, et non pas comme partie de la solution de ce problème. Il est urgent que nous changions cette perception, sinon nous pousserons ces gens non seulement dans le désespoir par manque de perspectives, mais aussi dans les bras de ceux qui au fond veulent abolir l'UE.

Nous devons offrir un avenir à la jeunesse de l'Europe où l'émigration n'est pas la seule option. Les 6 milliards d'euros prévus dans le budget de l'UE jusqu'en 2020 pour favoriser l'emploi des jeunes et la garantie pour la jeunesse sont un bon début. Mais d'autres pas devront suivre, nous ne devons pas relâcher nos efforts. Le gouvernement allemand devra mobiliser tous les moyens disponibles qu'ils soient bilatéraux ou européens pour la lutte contre le chômage des jeunes.

Ceci est important aussi dans un autre contexte: dans un avenir proche, l'Allemagne sera

confrontée à un manque de travailleurs qualifiés. Nous vivons de plus en plus vieux. Par mon travail dans le domaine de la politique de santé à Berlin, je sais que rien que dans le secteur des soins, nous manquerons de 633000 personnels soignants en 2030. Cette évolution démographique est une évolution européenne. Nous dépendons d'autant plus des jeunes et de leur potentiel. Ce serait absurde de ne pas mettre tout en œuvre pour faciliter à la jeune génération la voie vers la vie professionnelle.

Le développement économique inégal à l'intérieur de l'UE est également une source de tensions. L'Allemagne, elle aussi doit se sentir responsable de la stabilisation de la zone euro. Si nous souhaitons que des pays en crise comme la Grèce améliorent de manière significative leur compétitivité et obtiennent à leur tour une balance commerciale excédentaire, tous les Etats au sein de l'UE ne pourront pas en même temps exporter davantage qu'importer, c'est mathématique. C'est pourquoi il est raisonnable de limiter les déséquilibres au sein de l'UE et de permettre aux pays déficitaires de payer leurs imports. Lors de l'examen de la balance commerciale positive allemande, la Commission européenne n'a nullement l'intention d'affaiblir l'économie allemande d'exportation. Au contraire ! Pour augmenter sa propre croissance, l'Allemagne a un besoin urgent d'augmenter sa demande intérieure, notamment par l'introduction d'un salaire minimum, ainsi que par des investissements dans les domaines de l'enseignement et de la recherche, de l'infrastructure et de la garde d'enfants. Non seulement les Allemands, mais aussi nos partenaires européens en profiteraient.

Les citoyens de Freigericht réalisent que l'harmonisation des conditions de vie et de travail a une importance particulière pour la cohésion de notre continent. Ce point occupe la première place dans l'enquête des citoyens réalisée par les organisateurs pour préparer la rencontre d'aujourd'hui. Symétriquement, à la question quelles thèmes le futur parlement européen devrait traiter prioritairement, les amis jumelés de St. Quentin-Fallavier ont répondu que la situation sociale et professionnelle était la question la plus importante. Les résultats de l'enquête montrent que la stabilité de l'économie et de l'euro préoccupe toujours les habitants de nos communes. Ce problème occupait les places suivantes.

Malgré tous les soucis justifiés concernant le maintien de la monnaie européenne et de l'Union, nous constatons aujourd'hui que l'euro est toujours là. Ce disant je m'adresse à tous ces commentateurs qui, début 2011 ont prédit la date exacte de la mort de l'euro. Les spéculateurs qui pariaient des milliards sur la sortie de la Grèce se sont trompés dans leurs calculs. Car ils n'avaient pas compté avec cette colle invisible qui unit l'euro et l'Union européenne. C'était bien cette colle invisible qui a uni l'Europe et qui était beaucoup plus forte que quiconque pouvait prévoir.

Depuis l'introduction de l'euro et au courant de l'élargissement de l'Union, nous nous sommes concentrés souvent sur la dimension économique; nous nous sommes demandés quel profit nous pouvions tirer de l'élargissement, combien nous coûte le pas vers la monnaie commune. Les crises actuelles demandent des réponses politiques et nous mettent en évidence qu'avec l'UE il s'agit d'un projet éminemment politique. L'union monétaire et le marché intérieur ont des bases politiques, à savoir nos valeurs européennes. Ce sont ces mêmes valeurs qui nous réunissent ici car les 3 comités de nos 3 communes jumelées se prévalent de la liberté individuelle, d'une vision humaniste et de la paix.

Ce sont finalement quelques valeurs essentielles qui forment la base de notre continent européen: liberté, égalité, tolérance, Etat de droit. Tant que nous débattons de ces valeurs, tant que nous luttons pour elles, l'Europe a un sens. C'est un débat sur l'essence de l'Europe. Quand je vois les succès électoraux des populistes de droite lors des dernières élections européennes, je dis qu'un débat fondamental sur la signification de ces valeurs pour notre continent s'impose d'urgence. J'attends avec impatience nos échanges !